MTL. L.7825/1.

12. APR 1962
Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 23 février 1962, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté du Régent du 5 mars 1947 portant réorganisation de l'institut cartographique militaire", a donné le 26 mars 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 23e februari 1962 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het besluit van de Regent van 5 maart 1947 houdende wederinrichting van het militair cartografisch instituut", heeft de 26e maart 1962 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour objet de modifier les règles relatives à l'accession à la catégorie supérieure et à l'avancement de grade des agents cartographes de l'institut géographique militaire, règles qui sont contenues dans l'article 7 de l'arrêté du Régent du 5 mars 1947.

I.

L'arrêté du Régent du 5 mars 1947 est intitulé "Arrêté du Régent portant réorganisation de l'institut cartographique militaire". Or, l'article 1er de cet arrêté donne à l'institut dont il s'agit le nom nouveau, d'"institut géographique militaire". Il y a donc une certaine discordance dans les textes au sujet de la dénomination de l'institut. Etant donné que la revision des textes organiques de cet institut se fait attendre, il semble préférable de mettre fin à la discordance indiquée et de modifier, à cet effet, l'intitulé de l'arrêté du Régent du 5 mars 1947. Pour assurer l'unité de terminologie, il conviendrait de donner à cet arrêté l'intitulé suivant :

"Arrêté du Régent organisant l'institut géographique militaire".

II.

Si l'institut géographique militaire est un "établissement ... militaire", les agents cartographes, qui font partie de son personnel civil, sont des agents de l'Etat. Le statut du 2 octobre 1937 leur est donc applicable de plein droit, sauf disposition dérogatoire.

.../...

L'arrêté du Régent du 18 juin 1949 classe d'ailleurs les agents cartographes de l'institut géographique militaire dans les catégories d'agents de l'Etat.

Selon le texte actuellement en vigueur qui a été établi par les arrêtés des 20 avril 1950 et 30 mai 1953, l'article 7 de l'arrêté du Régent du 5 mars 1947 fixe, pour l'accession à la catégorie supérieure et l'avancement de grade des agents cartographes de l'institut géographique militaire, des règles qui dérogent assez largement au statut du 2 octobre 1937.

Le considérant inséré au préambule du projet justifie les mesures contenues dans celui-ci en invoquant "qu'en ce qui concerne l'avancement des agents cartographes de l'institut géographique militaire, il ne s'indique plus de déroger aux règles générales prévues par le statut des agents de l'Etat". Cette affirmation est formulée en termes trop généraux pour être exacte. En effet, une partie des règles contenues dans le projet ne peuvent être considérées comme de simples conditions supplémentaires de nomination ajoutées aux conditions générales fixées par le statut; elles consistent en des dérogations au statut des agents de l'Etat. Il en est notamment ainsi des dispositions du projet qui écartent le recrutement direct pour les grades les moins élevés de deuxième catégorie (agent cartographe de deuxième classe) et de première catégorie (agent cartographe principal de première classe),et qui ne permettent la nomination à ces grades que par la voie de l'accession à la catégorie supérieure.

.../...

Il conviendrait donc de modifier le considérant afin de définir de manière plus exacte l'objet du projet. Si on compare les dispositions actuellement en vigueur avec le texte du projet, on constate que celui-ci tend simplement à réduire la durée des services requis jusqu'ici des agents cartographes pour l'avancement de grade ou l'accession à la catégorie supérieure.

III.

Si, comme on vient de l'indiquer, les dispositions du projet contiennent des dérogations au statut des agents de l'Etat, il ne s'agit pas de dérogations nouvelles mais de dérogations déjà établies par le texte actuellement en vigueur. Par conséquent, le projet ne tombe pas sous l'application de l'article 116 du statut; il ne doit pas faire l'objet d'un arrêté motivé et délibéré en conseil des Ministres. Conformément à l'article 4 du statut, modifié par l'arrêté royal du 7 décembre 1959, il suffit, pour assurer la régularité du projet de la proposition du Ministre de la Défense nationale et de l'"avis" du "Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions", c'est-à-dire actuellement du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique

IV.

Le statut des agents de l'Etat est, comme on l'a rappelé, applicable de plein droit aux agents cartographes de l'institut géographique militaire. Il est, dès lors, superflu de faire mention, dans le projet, de la condition du signalement "bon". En effet,

.../...

cette condition est imposée par les dispositions statutaires de droit commun tant pour l'accession à la catégorie supérieure que pour l'avancement de grade (voir, d'une part, le statut du 2 octobre 1937, article 16, dernier alinéa, et, d'autre part, l'arrêté royal du 7 août 1939, article 22, alinéa 1er).

V.

Il serait également souhaitable d'apporter certaines modifications à la présentation matérielle des textes.

1° Le projet se borne à modifier l'alinéa 7 de l'article 7 de l'arrêté du Régent du 5 mars 1947. Il semble, dès lors, préférable de ne pas remplacer l'ensemble de l'arrêté modifié, mais seulement l'alinéa 7 de cet article.

2. Il serait plus clair de grouper en un paragraphe 1er, les alinéas 1er à 4 du texte actuel de l'article 7, qui concernent le recrutement.

Les alinéas 5 et 6 du texte actuel et la disposition nouvelle contenue dans le projet formeraient un paragraphe 2 qui traiterait de l'accession à la catégorie supérieure et de l'avancement de grade.

En conclusion des observations qui précèdent, le Conseil d'Etat propose le texte ci-après.

.../...

ARRETE ROYAL MODIFIANT L'ARRETE DU REGENT DU 5 MARS 1947 PORTANT REORGANISATION DE L'INSTITUT CARTOGRAPHIQUE MILITAIRE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 qui porte le statut des agents de l'Etat;

Vu l'arrêté du Régent du 5 mars 1947 portant réorganisation de l'institut cartographique militaire, notamment l'article 7, modifié par l'arrêté du Régent du 20 avril 1950 et l'arrêté royal du 30 mai 1953;

Considérant que, pour éviter toute discordance dans les textes au sujet de la dénomination de l'"institut géographique militaire", il convient de modifier l'intitulé de l'arrêté du Régent du 5 mars 1947;

Considérant qu'il se recommande de réduire la durée des services requis jusqu'ici des agents cartographes pour l'avancement de grade ou l'accession à la catégorie supérieure;

Vu l'avis du comité de consultation syndicale du Ministère de la Défense nationale;

Vu l'avis de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, donné le 10 janvier 1962;

.../...

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

L'intitulé de l'arrêté du Régent du 5 mars 1947 portant réorganisation de l'institut cartographique militaire est remplacé par le texte suivant : "Arrêté du Régent organisant l'institut géographique militaire".

Article 2.-

A l'article 7 de l'arrêté du Régent du 5 mars 1947 organisant l'institut géographique militaire, modifié par l'arrêté du Régent du 20 avril 1950 et l'arrêté royal du 30 mai 1953, les alinéas 1er à 4 du texte actuel sont groupés en un paragraphe 1er.

Article 3.-

Les alinéas 5 et 6 du même article forment les alinéas 1er et 2 du paragraphe 2.

Article 4.-

L'alinéa 7 du même article est remplacé par la disposition suivante qui forme l'alinéa 3 du paragraphe 2

.../...

"Pour pouvoir participer aux concours d'accession à la catégorie supérieure ou aux examens d'avancement de grade, les candidats doivent remplir les conditions de grade et de durée de services indiquées ci-après :

a) pour l'accession au grade d'agent cartographe de deuxième classe : compter quatre ans de service dans le grade d'agent cartographe de troisième classe;

b) pour l'avancement au grade d'agent cartographe de première classe : être agent cartographe de deuxième classe et compter deux ans de service dans ce grade;

c) pour l'avancement au grade d'agent cartographe principal de deuxième classe : être agent cartographe de première classe et compter deux ans de service dans ce grade;

d) pour l'accession au grade d'agent cartographe principal de première classe : être agent cartographe principal de deuxième classe ou agent cartographe de première classe, et compter au moins quatre années de service dans un grade de la deuxième catégorie en qualité d'agent cartographe".

Article 5.-

... (article 2 du texte du Gouvernement)...

...

...

Het ontwerp strekt tot wijziging van de in artikel 7 van het besluit van de Regent van 5 maart 1947 vastgestelde regelen inzake overgang naar de hogere categorie en bevordering tot een hogere graad voor cartografiebeambten van het militair geografisch instituut.

I.

Het opschrift van het besluit van de Regent van 5 maart 1947 luidt : "Besluit van de Regent houdende wederinrichting van het militair cartografisch instituut". In artikel 1 van dat besluit krijgt het instituut echter de nieuwe benaming "militair geografisch instituut", zodat de teksten, wat de benaming van het instituut betreft, niet geheel overeenstemmen. Aangezien de herziening van de organieke teksten van dit instituut uitblijft, brenge men overeenstemming door wijziging van het opschrift van het besluit van de Regent van 5 maart 1947, dat dan kan worden :

"Besluit van de Regent tot inrichting van het militair geografisch instituut".

II.

Het militair geografisch instituut is weliswaar een "militaire inrichting", maar de cartografiebeambten, die tot het burgerpersoneel ervan behoren, zijn Rijksambtenaren. Behoudens afwijkende bepaling, is het statuut van 2 oktober 1937 dus van rechtswege op hen van toepassing. Het besluit van de Regent van 18 juni 1949 rangschikt de cartografiebeambten van het militair geografisch instituut overigens in de categorieën van het Rijkspersoneel

.../...

Volgens de thans geldende tekst, die vastgesteld is bij de besluiten van 20 april 1950 en 30 mei 1953, bepaalt artikel 7 van het besluit van de Regent van 5 maart 1947, voor overgang naar de hogere categorie en voor bevordering tot een hogere graad van cartografiebeambten van het militair geografisch instituut, regels die vrij sterk afwijken van het statuut van 2 oktober 1937.

De considerans in de aanhef van het ontwerp geeft voor de nieuwe maatregelen als verantwoording "dat het niet meer geraden is, af te wijken van de algemene regelen van het statuut van het Rijkspersoneel, wat de bevordering van de cartografiebeambten van het militair geografisch instituut betreft". Deze bewering is te algemeen gesteld om juist te zijn. Een deel van de regels van het ontwerp kunnen immers niet worden beschouwd als gewone bijkomende benoemingsvoorwaarden naast de algemene voorwaarden van het statuut; het zijn afwijkingen van het statuut van het Rijkspersoneel : zo de bepalingen, krachtens welke geen rechtstreekse aanwerving mag geschieden voor de laagste graden van de tweede categorie (cartografiebeambte, tweede klasse) en de eerste categorie (eerstaanwezend cartografiebeambte, eerste klasse), en in die graden alleen bij wege van overgang naar de hogere categorie mag worden benoemd.

Een nauwkeuriger omschrijving van het doel van het ontwerp in de considerans is dus nodig. Vergelijking van de thans geldende bepalingen met de tekst van het

.../...

ontwerp, wijst uit dat dit laatste gewoon strekt tot vermindering van de duur der diensten welke de cartografiebeambten tot dusver moesten hebben vervuld, wilden zij tot een hogere graad worden bevorderd of naar de hogere categorie overgaan.

III.

De afwijkingen van het statuut van het Rijkspersoneel die, zoals gezegd, in het ontwerp voorkomen, zijn niet nieuw maar reeds in de thans geldende tekst vastgesteld. Het ontwerp valt dus niet onder toepassing van artikel 116 van het statuut; er is geen met redenen omkleed en in Ministerraad overlegd besluit voor nodig. Overeenkomstig artikel 4 van het statuut, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 december 1959, is het ontwerp regelmatig als er voordracht is van de Minister van Landsverdediging en "advies van de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort", dus thans de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt.

IV.

Het statuut van het Rijkspersoneel vindt, zoals reeds gezegd, van rechtswege toepassing op de cartografiebeambten van het militair geografisch instituut. Het is derhalve overbodig te zeggen dat de betrokkenen het signalement "goed" moeten hebben. Deze voorwaarde is

.../...

door de gemeenrechtelijke statuutbepalingen gesteld zowel voor overgang naar de hogere categorie als voor bevordering tot een hogere graad (zie, enerzijds, het statuut van 2 oktober 1937, artikel 16, laatste lid, en anderzijds het koninklijk besluit van 7 augustus 1939, artikel 22, eerste lid).

V.

Het ware ook wenselijk de materiële inkleding van de teksten enigszins te wijzigen.

1° Het ontwerp beperkt zich tot het wijzigen van het zevende lid van artikel 7 van het besluit van de Regent van 5 maart 1947. Men vervange dan ook niet het gehele artikel 7 van het gewijzigde besluit, maar alleen het zevende lid ervan.

2° Voor een duidelijke lezing, brenge men het eerste tot het vierde lid van de huidige tekst van artikel 7, betreffende de aanwerving, in een paragraaf 1 samen.

Het vijfde en het zesde lid van de huidige tekst en de nieuwe bepaling van het ontwerp zouden een paragraaf 2 vormen met betrekking tot de overgang naar de hogere categorie en de bevordering tot een hogere graad.

Concluderend, stelt de Raad van State de volgende tekst voor :

.../...

KONINKLIJK BESLUIT TOT WIJZIGING VAN HET BESLUIT VAN DE REGENT VAN 5 MAART 1947 HOUDENDE WEDERINRICHTING VAN HET MILITAIR CARTOGRAFISCH INSTITUUT.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet ;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel ;

Gelet op het besluit van de Regent van 5 maart 1947 houdende wederinrichting van het militair cartografisch instituut , inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 20 april 1950 en het koninklijk besluit van 30 mei 1953 ;

Overwegende dat, met het oog op volledige overeenstemming van de teksten inzake de benaming van het "militair geografisch instituut", het opschrift van het besluit van de Regent van 5 maart 1947 dient te worden gewijzigd ;

Overwegende dat het aanbeveling verdient, de duur te verminderen van de diensten die tot dusver aan cartografiebeambten zijn opgelegd voor bevordering tot een hogere graad of overgang naar de hogere categorie ;

.../...

Gelet op het advies van de syndicale raad van advies van het Ministerie van Landsverdediging ;

Gelet op het advies van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt, gegeven op 10 januari 1962 ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Het opschrift van het besluit van de Regent van 5 maart 1947 houdende wederinrichting van het militair cartografisch instituut wordt door de volgende tekst vervangen : "Besluit van de Regent tot inrichting van het militair geografisch instituut".

Artikel 2.-

In artikel 7 van het besluit van de Regent van 5 maart 1947 tot inrichting van het militair geografisch instituut, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 20 april 1950 en het koninklijk besluit van 30 mei 1953, worden het eerste tot het vierde lid van de huidige tekst in een paragraaf 1 samengebracht.

.../...

Artikel 3.-

Het vijfde en het zesde lid van hetzelfde artikel vormen het eerste en het tweede lid van paragraaf

Artikel 4.-

Het zevende lid van hetzelfde artikel wordt vervangen door de volgende bepaling, die het derde lid van paragraaf 2 vormt :

"Kandidaten die aan vergelijkende examens voor overgang naar de hogere categorie of aan examens voor bevordering tot een hogere graad willen deelnemen moeten inzake graad en duur van de diensten de volgende voorwaarden vervullen :

a) voor overgang naar de graad van cartografiebeambte tweede klasse : vier jaar dienst tellen in de graad van cartografiebeambte derde klasse ;

b) voor bevordering tot cartografiebeambte eerste klasse : cartografiebeambte tweede klasse zijn met twee jaar dienst in die graad ;

c) voor bevordering tot eerstaanwezend cartografiebeambte tweede klasse : cartografiebeambte eerste klasse zijn met twee jaar dienst in die graad ;

d) voor overgang naar de graad van eerstaanwezend cartografiebeambte eerste klasse : eerstaanwezend cartografi beambte tweede klasse of cartografiebeambte eerste klasse zijn, met ten minste vier jaar dienst als cartografiebeambte in een graad van de tweede categorie

Artikel 5.- ... (artikel 2 van het Regeringsontwerp) ...

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L.MOUREAU, conseillers d'Etat,
G.HOLOYE, raadsheren van State,

P.DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J.ROLAND, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C.ROUSSEAUX, greffier adjoint, — greffier.
adjunct-griffier, — griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.Ch.HUBERLANT, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.Ch.HUBERLANT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C.ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.